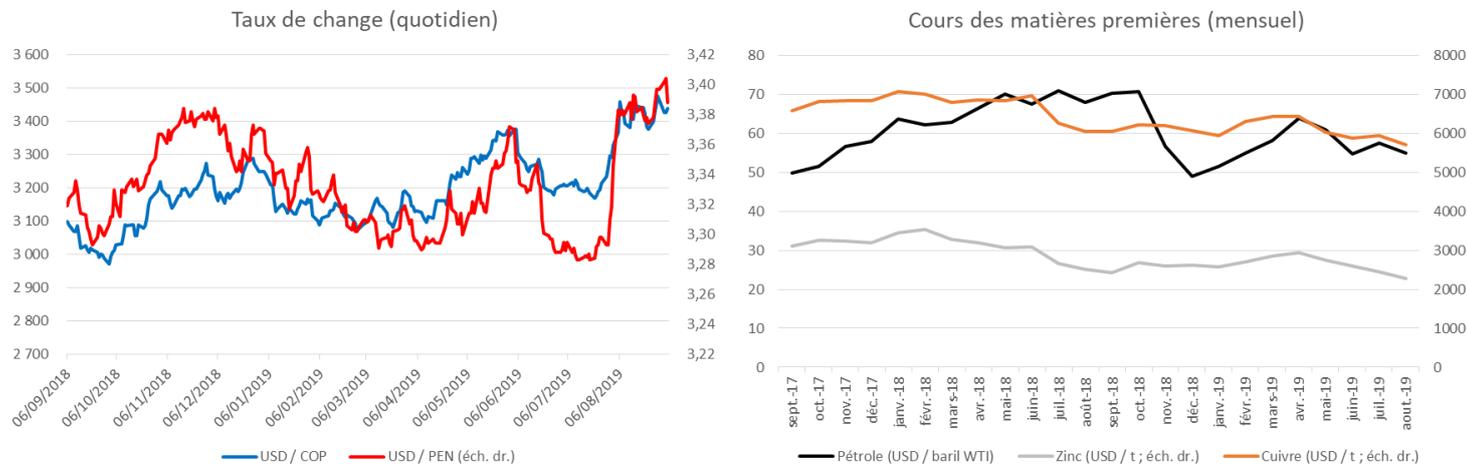




Région

2018 – Population : 140 M

PIB : 818 Mds USD



Evolutions contrastées des performances régionales au classement WEF de la compétitivité touristique.

Le Forum économique mondial a publié l'édition 2019 de son classement biennal de compétitivité du secteur touristique, fondé sur 14 critères répartis en quatre catégories (environnement d'affaires ; politiques en faveur du secteur touristique ; infrastructures ; ressources naturelles et culturelles). Les autres pays du sous-continent tendent à reculer, à l'exception du Mexique, qui conforte sa place de destination touristique la plus compétitive d'Amérique latine.

Rang 2019 (/140)	Pays	Var. / 2017
19	Mexique	+3
32	Brésil	-5
49	Pérou	+2
50	Argentine	--
52	Chili	-4
55	Colombie	+7
70	Equateur	-13
90	Bolivie	+9
117	Venezuela	-13

Bolivie

2018 – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

La Bolivie commence à exporter de la viande bovine en Chine.

Après avoir négocié pendant cinq ans et avec succès le certificat sanitaire pour pouvoir exporter de la viande bovine en Chine, la Bolivie a commencé ses livraisons. Dotée d'un cheptel de 10 M de têtes de bétail, la Bolivie a désormais accès à un marché de 1,4 Md d'habitants pour ses exportations de viande et espère ainsi réduire son déficit commercial élevé. Le président Morales a assisté le 28 août à Santa Cruz à la première livraison symbolique, marquée toutefois par un climat de crispation en raison des incendies forestiers que certains attribuent aux mauvaises pratiques de l'industrie du bétail.

La société pétrolière publique YPFB ouvre une filiale au Brésil.

YPFB Energia do Brasil entend se positionner sur des activités de commercialisation et des projets pétrochimiques et thermoélectriques au Brésil, son plus grand marché pour ses exportations de gaz naturel. YPFB est désormais habilitée à participer à l'appel d'offres destiné à fournir du gaz à la partie brésilienne du gazoduc TBG (reliant la Bolivie et le Brésil) et participe également à l'appel d'offres visant à fournir 10 M m³/j à un ensemble de cinq sociétés de distribution brésiliennes.

Colombie

2018 – Population : 48 M

PIB : 337 Mds USD

Incertitudes sur l'impact économique de la reprise des armes par des dissidents des FARC.

Tant le Ministère du commerce, de l'Industrie et du Tourisme que la plupart des analystes privés (association des banques, économistes indépendants, cercle de réflexion Fedesarrollo...) considèrent que l'initiative d'Ivan Marquez ne devrait affecter ni la croissance interne ni l'attractivité du pays en matière d'IDE ou de tourisme. Les ONG ainsi que le syndicat du secteur touristique sont cependant plus dubitatifs quant à l'image désormais véhiculée par le pays sur les marchés extérieurs.

Rappi prévoit de doubler le nombre de villes couvertes d'ici la fin de l'année.

Suite à l'injection de 1 Md USD dans l'entreprise par le fonds japonais Softbank (devenu premier actionnaire), la startup de livraisons de courses et repas prévoit d'étendre sa couverture de 55 à 100 villes en Amérique latine d'ici fin 2019. Rappi, actuellement présent dans huit pays du sous-continent, envisage également de développer de nouvelles offres en synergie avec d'autres entreprises financées par Softbank, notamment dans les domaines de la santé, de l'hôtellerie ou des voyages.

Equateur

2018 – Population : 17 M

PIB : 107 Mds USD

Lancement de trois projets d'énergies renouvelables.

Le ministère des Energies Renouvelables a lancé trois concessions pour les projets éoliens Villonaco I et II (110 MW) et pour le projet photovoltaïque El Aromo (200 MW sur le site où devait être construite la Raffinerie du Pacifique). Les projets ont été lancés sous la forme d'une concession « clé en main » (études, financement, construction, opération et vente d'énergie), pour une durée de 25 ans pour les projets éoliens et de 20 ans pour le projet photovoltaïque.

Nouveaux IDE dans le secteur des télécommunications.

La société mexicaine America Movil a annoncé 500 MUSD de nouveaux investissements sur les 3 prochaines années en faveur de sa marque Claro (premier opérateur mobile du pays avec environ 60% de parts de marché), dont le lancement attendu d'une offre 5G d'ici 2021.

Pérou

2018 – Population : 33 M

PIB : 229 Mds USD

Le Gouvernement soumet son PLF 2020 au Congrès.

D'un montant de 52 Mds USD (+5,5% par rapport au budget 2019), il représente 21,5% du PIB péruvien et met l'accent sur la santé, l'éducation et les infrastructures. Un budget de 280 MUSD est notamment prévu pour l'amélioration des infrastructures hospitalières (+32% par rapport à 2019) ; 1,1 Md USD pour la construction et l'entretien de systèmes d'eau et d'assainissement ; 165 MUSD pour l'aménagement de logements en zone de froid extrême (+133%) ; 16 MUSD pour la gestion des infrastructures sportives héritées des Jeux Panaméricains ; 95 MUSD pour l'entretien des routes départementales (+669% par rapport à 2019) et 127 MUSD pour le nouveau programme d'infrastructures routières Pro Región.

La dette publique à juin 2019 atteint 25,8% du PIB, son niveau le plus élevé en 10 ans.

Depuis 2014, le Pérou affiche annuellement des déficits budgétaires financés par son fonds souverain mais également via de l'endettement public. La dette publique (détenue à 66% par des nationaux) demeure maîtrisable grâce notamment aux importantes entrées d'IDE, de l'ordre de 3,2% du PIB pour ces 12 derniers mois.

Venezuela

2018 – Population : 32 M

PIB : 96 Mds USD

Juan Guaido étoffe son équipe en charge de la restructuration de la dette extérieure.

Le cabinet d'avocats Sullivan & Cromwell LLP sera le principal conseiller étranger de Juan Guaido sur la négociation de la dette extérieure. La restructuration de la dette sera l'un des principaux enjeux de transition. A fin août 2019, les arriérés sur la dette obligataire s'élevaient à 12,6 Mds USD, dont 7,7 Mds USD pour les obligations souveraines.

Les réserves en or monétaire baissent de 18% au 1^{er} semestre.

Les réserves en or monétaire sont passées de 5,6 Mds USD en décembre 2018 à 4,6 Mds USD en juin. Ce recul s'expliquerait par la vente de 26 tonnes d'or monétaire, principalement à la Turquie et aux Émirats Arabes Unies. La Banque centrale détiendrait encore 102 tonnes d'or, dont un tiers serait conservé à la Banque d'Angleterre.

La méfiance s'accroît au sein des entreprises chinoises.

En raison d'impayés qui atteignent 52,1 MUSD, Huanqiu Contracting & Engineering, filiale de construction du groupe chinois CNPC, a suspendu son contrat avec l'entreprise mixte Sinovensa, détenue à 51% par PDVSA et 49% par CNPC. Les travaux d'expansion de l'unité de conversion prévus dans le contrat devaient conduire à une hausse de la production de 105.000 b/j à 165.000 b/j. Par ailleurs, CNPC aurait suspendu ses activités par crainte des sanctions américaines.

Dossier du mois

Historique des investissements directs étrangers

Les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis ont abouti à une baisse globale des IDE vers les pays de la zone en 2018, malgré le rebond de l'Equateur. La part des IDE dans le PIB des économies régionales apparaît, à moyen terme, essentiellement expliquée par des investissements dans des grands projets (notamment matières premières).

La **Bolivie**, qui avait bénéficié d'IDE importants durant le cycle haussier des matières premières (représentant jusqu'à 5,8% du PIB en 2013), a vu ceux-ci reculer fortement à la fin de ce cycle (2% du PIB en 2014 et 0,8% en 2019).

La **Colombie**, de loin premier récipiendaire d'IDE (en volume) de la région, affiche une grande stabilité de ces entrées en part du PIB (entre 4,0 et 4,4% entre 2011 et 2017), avec cependant une chute en 2018 (à 3,4%), malgré une opération importante (rachat par le Chilien COPEC, au travers de sa filiale Terpel, des opérations locales d'ExxonMobil).

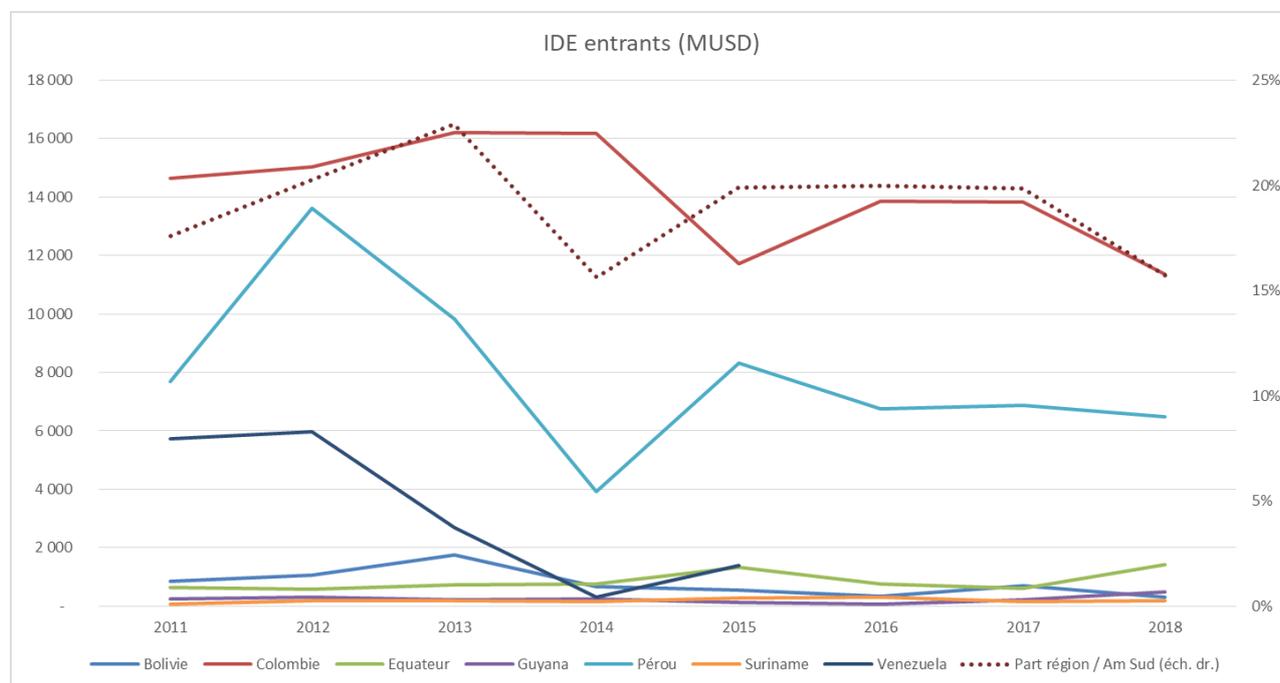
L'**Equateur** enregistre traditionnellement les IDE (en proportion du PIB) les plus faibles de la région, en lien notamment avec un cadre juridique jugé instable et peu protecteur. Le changement de gouvernement a cependant rassuré les investisseurs étrangers, qui ont investi 1,4 Md USD en 2018 (notamment à destination du secteur minier), soit plus que le total des deux années précédentes.

Le **Guyana** enregistre depuis deux ans une hausse exponentielle de ses entrées d'IDE, dans le contexte des investissements pour le démarrage de l'exploitation pétrolière début 2020. Ces IDE entrants ont représenté 13,6% du PIB en 2018.

Le **Pérou**, deuxième destination des IDE vers la région après la Colombie, affiche contrairement à celle-ci une forte volatilité de ses entrées d'IDE. Celles-ci évoluent en effet pour une large part en fonction des besoins d'investissements dans les nouveaux projets miniers. Deux opérations notables hors de ce secteur ont concerné le rachat de Lindley par Arca, embouteilleur mexicain de Coca-Cola (en deux temps, en 2015 et 2018) et celui de Lamsac, pour la concession de l'autoroute urbaine Linea Amarilla par Vinci Highways en 2016.

Le **Suriname** a reçu sur les quatre dernières années des IDE représentant systématiquement plus de 5% de son PIB, en lien avec le basculement de l'industrie extractive de l'alumine vers l'or.

Le **Venezuela** a enregistré d'importants désinvestissements à compter de 2012, dans le contexte du début de crise politique. Bien que les dernières données officielles remontent à 2015, il est probable que cette tendance se soit prolongée depuis.



Source : Cepal (données non disponibles pour le Venezuela depuis 2016 ; total Amérique du Sud hors Venezuela depuis cette date)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gov.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 5 septembre 2019